

# Boris Beaudoin : « L'impôt sur le revenu a perdu en justice »

Mardi 20 Mai 2014



À quelques heures de la date limite de dépôt des déclarations de revenus, la section des Finances Publiques de la CGT dénonce les inégalités du système fiscal français. Après avoir critiqué l'évolution de l'impôt sur le revenu et souligné l'injustice de la TVA, le syndicat a donné quelques pistes de réformes.

Alors que les déclarations de revenus doivent être déposées avant ce soir minuit, la section syndicale des Finances Publiques de la CGT a souligné ce lundi l'injustice du système fiscal français. « L'impôt sur le revenu représente un quart des recettes de l'Etat, mais depuis qu'il a été instauré, il a perdu en justice », révèle Boris Beaudoin, secrétaire de la CGT Finances Publiques de Haute-Garonne. En effet, il existait onze tranches d'imposition à sa création, contre six aujourd'hui. « Il faut donc réaugmenter ce nombre pour redonner une véritable progressivité à l'impôt afin que chacun contribue à hauteur de ses moyens », complète le syndicaliste avant de s'en prendre à la TVA. « Il faut réduire son poids en passant le taux de 20% à 15%. En achetant une télévision à 600 €, sans vraiment le savoir, nous payons tous 100 € d'impôt », dénonce Boris Beaudoin. « Cela pourrait paraître parfaitement égalitaire, car pour un même achat, chacun paye le même montant de TVA et ne contribue donc pas en fonction de ses capacités. En effet, plus les revenus des personnes augmentent et moins l'effort contributif est important », souligne le secrétaire de la section Finances Publiques de la CGT 31. Pour appuyer ses propositions, le syndicat offre la possibilité de simuler l'impact de ces mesures pour chaque situation personnelle via [un calculateur](#).

## 50 milliards de fraude fiscale en France chaque année

Annoncé par François Hollande lors de ses vœux aux Français le 31 décembre 2013, le pacte de responsabilité devrait alléger le coût du travail de 50 milliards sur le quinquennat. Pour le financer, le président a rappelé qu'en 2014, le pays allait réaliser 15 milliards d'économies mais qu'il en restait, entre 2015 et 2017, au moins 50 milliards de plus à faire. « Ce chiffre n'est ni plus ni moins que l'équivalent de la fraude fiscale annuelle en France », souligne Jean-François Tortajada, de l'union départementale de la CGT 31 qui l'estime à 1 milliard d'euros en Haute-Garonne. « C'est un leurre quand le Premier Ministre dit qu'il va se rattraper sur la fraude fiscale », déplore-t-il. « Cela va encore finir en cadeaux dans les poches du patronat », termine le syndicaliste qui pointe « le manque de moyens humains, matériels et législatifs des administrations publiques alors que le nombre de conseillers fiscaux a explosé ces 10 dernières années ».

Article de Charles Monnet

